

voudront faire un procès équitable et justifié des chemins de fer devant leur déficience.

Je suis un de ceux qui savent combien un grand nombre d'employés de chemins de fer ne reçoivent pas un traitement équitable de ces compagnies. Je suis de ceux qui voient l'état délabré avec lequel les compagnies de chemins de fer entretiennent leurs gares, par exemple, qui ressemblent plus à des taudis qu'à autre chose. Je suis un de ceux qui ont vu le traitement ignoble qu'on fait subir à certains ouvriers qui travaillent, par exemple, sur des routes nouvelles et qu'on loge dans des «box-cars» absolument malpropres où les couvertures ne sont lavées qu'à tous les cinq ou six mois, où les gens n'ont même pas les commodités hygiéniques et sanitaires les plus rudimentaires qu'ils doivent avoir.

Mais je crois que ce n'est pas le temps de discuter de cette question. Je suis un de ceux aussi qui ont cru que le gouvernement avait fait preuve de lenteur pour intervenir dans le problème. Je confesse que je n'étais pas au courant de tous les détails et que si les rapports, les derniers rapports, n'ont pas été reçus par le gouvernement avant le 22 du mois d'août, il était peut-être difficile d'intervenir directement dans ce conflit.

Mais je crois, par exemple, que les deux grands partis, conservateurs et libéraux, doivent battre leur coulpe. Il n'existe pas ici au Canada un mécanisme qui permette de favoriser les relations ouvrières patronales et d'empêcher que nous connaissions cette recrudescence de grèves que nous connaissons actuellement, cette recrudescence de grèves désastreuses.

Mais je crois que ce n'est pas encore le temps de régler cette question-là. Nous pourrions la régler plus tard parce que nous sommes dans une période d'urgence. Je sais, moi aussi, comme tout le monde, que nous connaissons une inflation absolument intenable, absolument inadmissible, que le coût de la vie monte en flèche et qu'il faut absolument que les gouvernements prennent des mesures draconiennes pour empêcher cette croissance du coût de la vie.

Mais, monsieur le président, je crois que ce n'est pas le temps de régler cette question-là puisque ceux qui invoquent ces arguments ne font qu'embrouiller la situation et ne font qu'avoir recours à des mesures dilatoires pour empêcher le gouvernement de régler cette situation qui est urgente et qui menace d'être désastreuse.

Monsieur le président, cela me rappelle quelquefois certains de ces sorciers dans certaines peuplades qui, sous prétexte de guérir un malade, commencent par lui brûler toutes les parties du corps; ensuite ils le battent de façon absolument cruelle et quel-

quefois ils vont jusqu'à le saigner à blanc et ensuite ils finissent de l'abrutir avec un tintamarre absolument intolérable avec le résultat que, les trois quarts du temps, le pauvre malade en meurt d'épuisement et de misère.

Eh bien, je crois qu'au lieu de faire subir un traitement en règle à l'économie canadienne qui est malade, nous devrions localiser l'abcès, le crever au plus vite pour empêcher qu'il ne se propage et ensuite quand nous aurons réglé cette question-là, nous pourrions aviser des mesures globales pour régler toutes les questions qui ont été mises sur le tapis.

Monsieur le président, je suis un de ceux aussi qui déplorent, comme on l'a déploré un peu cet après-midi, le cynisme de certains chefs ouvriers qui conseillent à leurs membres de leurs unions de mépriser les lois directement et indirectement, qui les encouragent déjà à désobéir à la loi que le Parlement adoptera, si cette loi est adoptée par le Parlement. Je crois, monsieur le président, que ce n'est point admissible, ce n'est point faire preuve de bon canadianisme.

Je suis surpris ici de voir qu'un certain nombre de membres de l'opposition ont voulu profiter de cette situation d'urgence qui aurait, je crois, requis que tous les hommes de bonne volonté fassent l'union sacrée, étant donné qu'il s'agit d'un problème d'urgence nationale, admis par tout le monde, et je crois qu'un grand nombre aurait pu s'abstenir de faire des remarques ou de prendre des mesures pour faire de la politique pure et simple. On a oublié que c'est le bien qui est en jeu, monsieur le président.

Mais je crois que nous devrions adopter cette loi du gouvernement, même si elle n'est pas parfaite, même si elle n'est pas parfaite, il faut que je le répète, parce que la perfection n'est pas de ce monde. Or, il faut que nous prenions nos dispositions. Si nous avions voté pour l'amendement du très honorable chef de l'opposition, à toute fin pratique, cela aurait eu pour effet de renvoyer le projet de loi du gouvernement, ce qui aurait encore causé un délai de peut-être une semaine ou de deux semaines. Imaginons alors tout ce que cela voudrait dire pour l'économie canadienne.

Monsieur le président, je crois que tout le monde devrait réaliser que c'est une question d'urgence nationale. Je crois que tout le monde devrait réaliser qu'il y a actuellement 20 millions de Canadiens qui nous lancent une espèce de SOS de bien vouloir régler cette grève qui va avoir des répercussions dans toutes les sphères de l'activité économique canadienne.

Je crois que tout le monde devrait réaliser que même les chantiers juvéniles ouvriers qui sont en grève sont désireux de trouver une